

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

- Innocent Assogba (Bénin)
- Alan Benjamin (États-Unis)
- Colia Clark (États-Unis)
- Constantin Cretan (Roumanie)
- Berthony Dupont (Haïti)
- Ney Ferreira (Brésil)
- Daniel Gluckstein (France)
- Rubina Jamil (Pakistan)
- Apo Leung (Chine)
- M.A. Patil (Inde)
- Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
- Sergio Pineda (Mexique)
- Klaus Schüller (Allemagne)
- Jung Sikhwa (Corée)
- John Sweeney (Grande-Bretagne)
- Mark Vassilev (Russie)
- Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

CHINE/HONG-KONG

La parole à Chan Ka Wai, directeur de Labour Action China à Hong Kong

Trois militants ont été condamnés à des peines de prison le 2 décembre et 8 arrestations ont eu lieu le 8 décembre. Ton jugement ?

Les deux événements sont liés. Le gouvernement chinois veut mettre fin à la résistance à Hong Kong. La loi sur le maintien de l'ordre public, qui est controversée, est largement utilisée pour limiter les droits civiques. De plus, c'est un moyen d'empêcher les militants sociaux actifs de faire campagne à l'occasion de l'élection du Conseil législatif qui aura lieu l'année prochaine car la plupart d'entre eux ont un casier judiciaire avec des condamnations à plus de 3 mois d'emprisonnement.

La sévère répression contre la résistance à Hong Kong va, dans une certaine mesure, mettre fin à l'agitation dans la rue, mais elle va susciter une accumulation de la colère sociale, en particulier au sein de la jeune génération. Les gouvernements chinois et hongkongais sont terriblement inquiets devant la révolte des jeunes. En ce moment, ils sont incapables de faire autre chose que de réprimer le mouvement de la jeunesse.

Mais la répression va aboutir à la révolte et à des manifestations. Manifestations sanglantes et répression sanglante vont s'alimenter les unes et les autres.

La direction de Cathay Pacific n'accepte plus la négociation collective. Le syndicat des hôtesse et stewards FAU a lancé un appel à la solidarité

La pandémie a ruiné l'économie de Hong Kong. Il est vrai que l'industrie aéronautique est sévèrement touchée. Mais les grandes entreprises mettent aussi leurs difficultés à profit pour éliminer les militants syndicaux. De plus, la plupart des syndicalistes sont contre la Loi d'Extradition et également contre la répression brutale par le gouvernement et la police. Ce qui suscite l'hostilité du gouvernement à l'égard du mouvement syndical. On peut citer, par exemple, les critiques clairement exprimées par le directeur général des professionnels de la santé à propos de leur participation à la grève en février de cette année. Le directeur général demande même publiquement à l'Autorité hospitalière, le seul employeur de tous les professionnels de la santé des hôpitaux et cliniques

publics, de sanctionner les professionnels de la santé qui se sont joints à la grève.

L'attitude hostile du gouvernement à l'égard des syndicats donne aux entreprises le pouvoir de supprimer le nouveau mouvement syndical. Sur cette question, on ne peut pas séparer le nouveau mouvement syndical du mouvement sociopolitique à Hong Kong.

L'Organisation internationale du Travail pourrait prendre l'initiative d'enquêter sur la répression des syndicats car cela enfreint les deux principes cardinaux, le droit à la libre association et le droit à la négociation collective.

Quelle est la situation de l'emploi en Chine aujourd'hui ?

Selon les statistiques du gouvernement chinois, le taux de chômage a baissé de manière constante au second semestre 2020. En octobre 2020, le taux de chômage était de 5,3 %. Beaucoup de gens jugent ce chiffre sous-estimé.

Par ailleurs qu'en est-il des avantages sociaux et de la situation exacte de l'emploi dans différents groupes d'âge? Les statistiques gouvernementales sont muettes à ce sujet.

Le chômage des jeunes est très élevé en Chine. On rapporte qu'en juin 2020, le taux de chômage des personnes âgées de 20 à 24 ans a atteint 19 % et s'est aggravé en août 2020. Il se peut que la baisse du taux de chômage soit le résultat d'une baisse constante de la population active en Chine. Un autre problème est que davantage de travailleurs deviennent des travailleurs précaires en raison du changement de structure économique. Par exemple, on assiste à une croissance rapide du nombre des livreurs. Mais, pour eux, ils ne savent pas bien s'ils bénéficient de la protection du travail et de la sécurité sociale. Ils ne savent pas non plus s'ils sont salariés de leur entreprise de livraison.

De plus, les études menées dans différentes régions en Chine montrent que plus de 50 % des travailleurs étudiés ont déclaré une baisse de leurs revenus après la reprise du travail et environ 30 % ont déclaré une charge de travail plus élevée. Rémunération moindre et augmentation de la charge de travail peuvent poser un gros problème aux travailleurs en Chine aujourd'hui. Ils ne sont pas au chômage mais ils sont sûrement exploités. ■